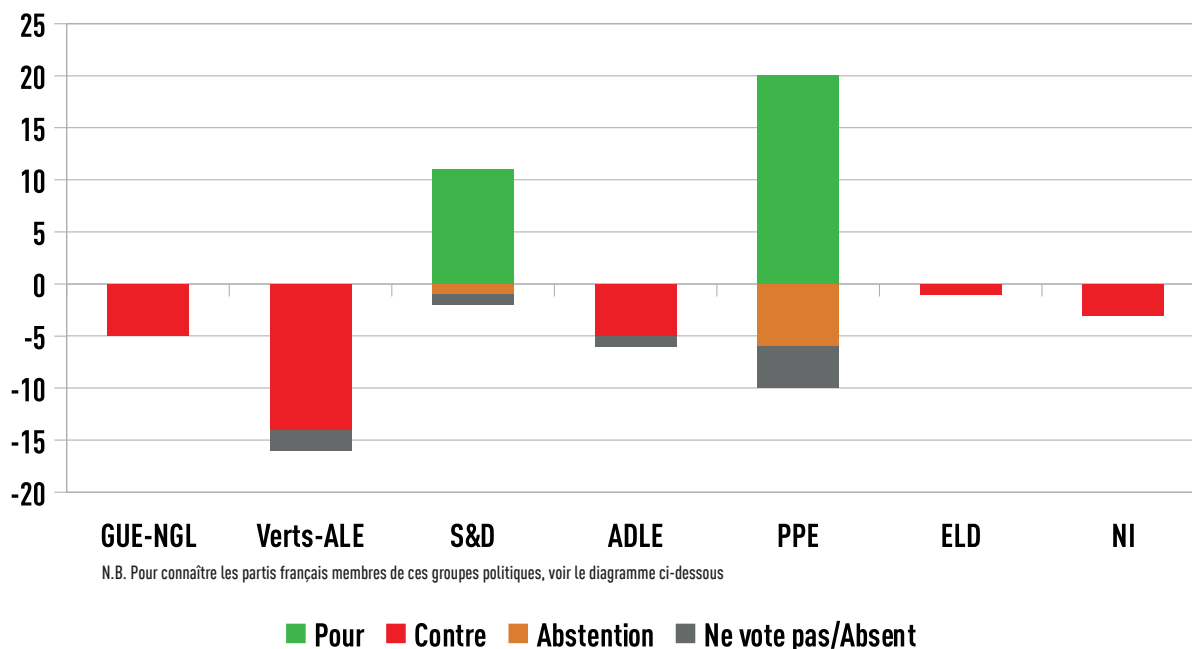


## Le budget de l'UE doit-il être augmenté et rendu plus flexible ?

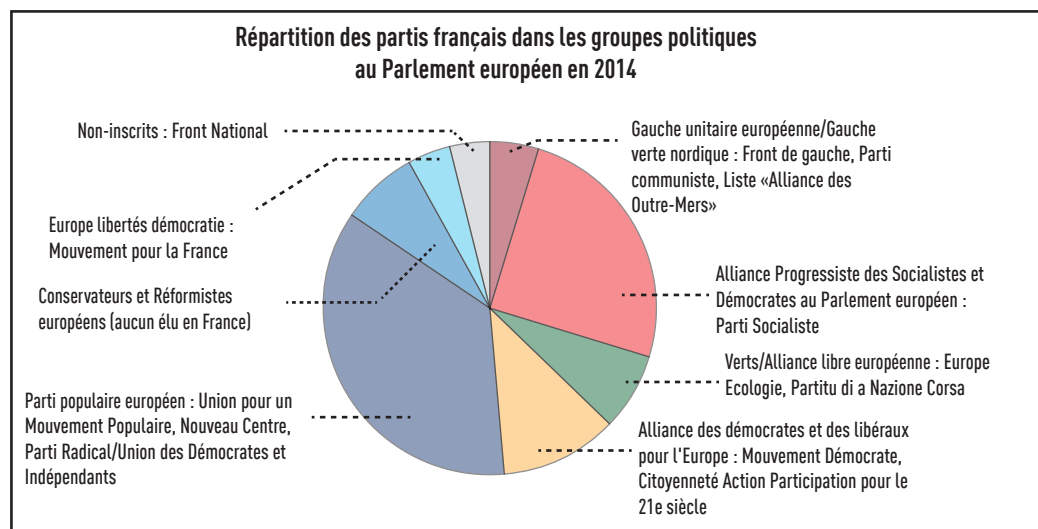
Le vote des parlementaires européens élus en France



En novembre 2013, le Parlement européen (PE) a approuvé le cadre financier pluriannuel 2014-2020, après de longues et difficiles négociations avec les États membres. Le budget pluriannuel sera réduit en valeur absolue par rapport à l'intervalle précédent de 2007-2013, atteignant 960 milliards d'euros d'engagements et 908 milliards d'euros de paiements. Les députés ont réussi à obtenir plusieurs concessions importantes des États membres : la flexibilité entre les exercices financiers et les lignes budgétaires, la promesse de la création d'un groupe de haut niveau sur les ressources propres de l'UE et une clause de révision stipulant que la Commission devra présenter un examen du CFP en 2016.

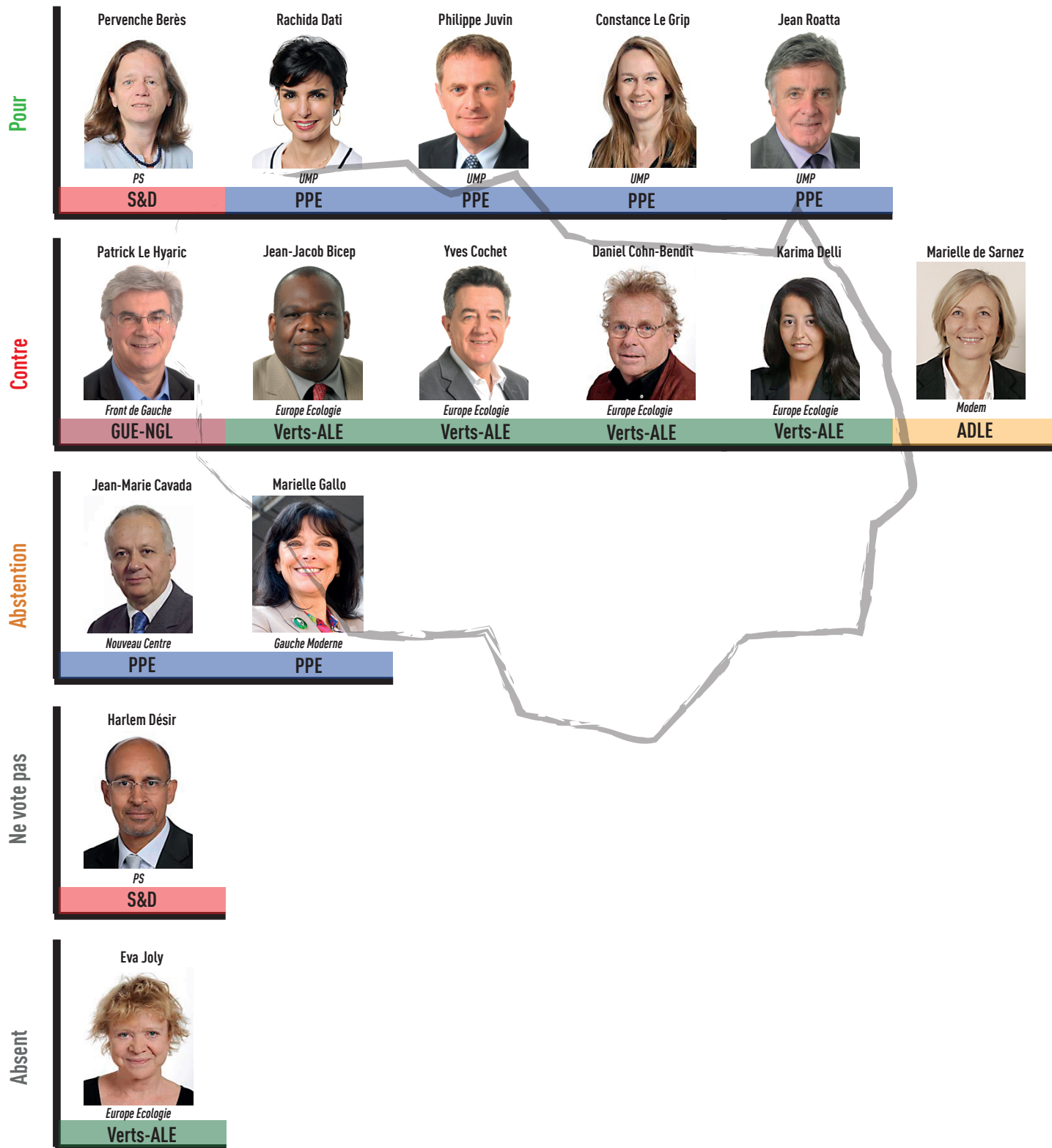
Une majorité française de grande coalition réduite à 20 élus UMP et à 11 élus socialistes s'est dégagée afin de soutenir l'adoption de ce cadre financier pluriannuel. La plupart des autres élus français ont en effet voté contre cette adoption, tandis que cinq élus centristes se sont abstenus et que 8 autres élus n'ont pas pris part au vote. Ce vote des délégations françaises contraste

avec celui des autres députés européens, puisque le texte dans son ensemble a été soutenu par une majorité confortable (PPE, S&D, ADLE, CRE), passant avec 537 voix en sa faveur, 126 voix contre (principalement venues des groupes Verts/ALE, GUE-NGL et ELD) et 19 abstentions.



# Le budget de l'UE doit-il être augmenté et rendu plus flexible ?

Le vote des parlementaires européens d'Île de France\*



\*Source : Notre Europe - Institut Jacques Delors / Données : [www.votewatch.eu](http://www.votewatch.eu)

Pour en savoir plus, voir Yves Bertoncini et Thierry Chopin, « Des visages sur des clivages, les élections européennes de mai 2014 », *Etudes & Rapports No 104*, Notre Europe - Institut Jacques Delors et la Fondation Robert Schuman, avril 2014

Réalisation : Lucie Marnas, Virginie Timmerman et Claire Versini (Notre Europe - Institut Jacques Delors)